



## Communiqué intersyndical

Les 5 organisations départementales ci-dessus se sont réunies ce jour pour débattre du contexte économique, social, environnemental et sanitaire du moment.

La crise sanitaire se transforme en crise économique et sociale d'une ampleur jamais égalée parce que le gouvernement ne fait pas le choix d'une autre logique, celle du partage des richesses, et reste sur le logiciel d'avant, celui qu'expose la Banque Mondiale. Elle prévoit dans une publication du journal Le Monde de juin dernier, que le produit intérieur brut (PIB) mondial devrait se contracter de 5,2 % en 2020. C'est dans la zone euro que le recul, attendu à - 9,1 %, serait le plus marqué au monde. Jamais autant de pays n'ont connu simultanément une telle récession depuis 1870. Le système économique mondial actuel est dans l'impasse. Il met en péril la survie de l'humanité.

La France n'échappe pas à ce constat avec une crise économique qui prévoit la destruction de 900 000 emplois fin 2020 selon l'Unedic, qui gère le régime d'assurance-chômage.

C'est dans ce contexte que s'est déroulée la rentrée scolaire et universitaire avec de nombreuses interrogations et inquiétudes. Les moyens affectés pour faire face à la crise ne sont pas à la hauteur en termes d'équipement, mais surtout en termes de postes enseignants pour diminuer les effectifs (80000 postes supplémentaires en Italie) et en termes de postes d'infirmières et médecins disponibles sur les sites scolaires. L'anxiété est évidente pour les personnels, élèves et parents d'élèves. Le covid repart et le recrutement de personnels soignants devrait être massif, ce que le Segur ne prévoit pas du tout.

Droit dans ses bottes, le gouvernement poursuit sa politique en faveur des entreprises : des dizaines de milliards d'euros sont distribués sans aucune contrepartie ni contrôle. Dernier exemple en date : l'allègement de l'impôt de production de 10 milliards. Le patronat de son côté pratique un chantage à l'emploi scandaleux sur fond « d'accords de performances » dont la finalité est l'abaissement des droits sociaux et salariaux des salarié-e-s.

Nos organisations syndicales alertent gouvernement et patronat sur la nécessité de tourner le dos aux vieilles recettes du passé. Ce n'est pas aux salarié-e-s, retraité-e-s, privé-e-s d'emploi et à la jeunesse de payer les frais d'une crise dont ils ne sont pas responsables. Il est grand temps de contester cet assistantat patronal, de montrer le coût réel du capital et de changer cela !

S'il y a des leçons à tirer de la période actuelle c'est la nécessité de revenir à des pratiques réconciliant l'économique, le social et l'environnemental. Cela passe par une réindustrialisation du pays, donnant priorité aux économies circulaires, s'appuyant sur des relocalisations d'activités, sur le développement des services publics, de la fonction publique et sur une politique des transports favorisant les modes les moins polluants et les plus sécurisant à l'image de la SNCF. Ensemble exigeons aussi la conditionnalité d'attribution des aides publiques en tenant compte des politiques sociales et environnementales des entreprises ! Un contrôle

financier doit s'exercer sur les grandes banques leur interdisant de financer les énergies fossiles. Le vaccin, sa recherche comme sa production, ne peut être laissé aux lois du marché, créant ainsi une manne financière comparable à celle du pétrole. Il doit impérativement relever du bien commun.

Le gouvernement affirme vouloir mener à terme la réforme des retraites par points avant la fin du quinquennat. Nos organisations rappellent qu'elle a été l'objet d'une mobilisation historique et a été rejetée par une majorité de la population. Le gouvernement doit purement et simplement l'abandonner !

Il est urgent d'augmenter les salaires, les pensions et les minimas sociaux, générateurs de cotisations sociales, pour soutenir les aides aux plus précaires. C'est la condition pour que notre système de protection sociale puisse amortir le choc économique, social et environnemental qui s'annonce. Il est tout aussi impératif de réduire le temps de travail, c'est-à-dire faire en sorte de travailler moins pour travailler toutes et tous !

Enfin, l'intersyndicale départementale s'opposera à toutes tentatives de restrictions des libertés publiques sous couvert de crise sanitaire.

Face à la gravité de la crise économique, sociale, environnementale et face aux attaques patronales et gouvernementales, nous appelons les salarié-e-s, retraité-e-s, privé-e-s d'emploi et la jeunesse à ne pas céder au fatalisme et à la résignation en se mobilisant dans les entreprises et services pour imposer un véritable plan de sortie de crise alliant enjeux économiques, sociaux et environnementaux.

Elles appellent à faire de la journée du 17 septembre une première journée d'action de grève, de manifestation, par des actions dans les entreprises, services et en participant au rassemblement interprofessionnel à 10H00 devant le Palais des Congrès et de la Culture du Mans.

*Le Mans, lundi 8 septembre 2020*